

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE LA REUNION**

N° 2100662

REPUBLIQUE FRANÇAISE

SAS VINCI CONSTRUCTION
GRANDS PROJETS
SA BOUYGUES TRAVAUX PUBLICS
SAS DODIN CAMPENON BERNARD
SAS DEMATHIEU BARD CONSTRUCTION

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le tribunal administratif de La Réunion

M. Banvillet
Rapporteur

(1^{ère} chambre)

M. Felsenheld
Rapporteur public

Audience du 26 novembre 2024
Décision du 28 janvier 2025

C

Vu la procédure suivante :

Par une requête et un mémoire enregistrés les 31 mai 2021 et 5 février 2024, la société Vinci Construction Grands Projets, la société Bouygues Travaux Publics, la société Dodin Campenon Bernard et la société Demathieu Bard Construction, représentées par Me Balique et Me Cabanes, demandent au tribunal dans le dernier état de leurs écritures :

1°) de condamner la région Réunion à leur verser la somme de 2 745 441,99 euros hors taxes assortie des intérêts moratoires de droit à compter du 25 mars 2021 au titre de l'exécution du marché n° MT3 portant sur la construction du viaduc de la nouvelle route du littoral ;

2°) de mettre à la charge de la région Réunion la somme de 10 000 euros au titre des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elles soutiennent que :

- elles sont fondées, sur le fondement de l'article 3.3.3. du CCAP du marché, à demander à être rémunérées des quantités d'assise de lit granulaire mises en œuvre pour les piles P05, P09, PF18, PC35 et PC39, des quantités réellement réalisées de béton, d'acier et de coffrage pour les

semelles, les fûts de pile, de coffrage de clavage, des prédalles et poutres intérieures nécessaires à la préfabrication du chevêtre, de la culée et du tablier ;

- elles sont également en droit d'obtenir, au titre des travaux supplémentaires, une indemnisation de mètres supplémentaires au prix unitaire 55108.03V « Acier HA pour tablier » ;
- elles sont dans ce cadre fondées à demander la condamnation de la région Réunion à leur verser la somme globale de 2 745 441,99 euros hors taxes.

Par un mémoire en défense, enregistrés le 6 septembre 2023, la région Réunion, représentée par Me K'Jan conclut :

1°) au rejet de la requête ;

2°) à ce que soit mise à la charge de la société Vinci Construction Grands Projets une somme de 4 000 euros au titre des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle fait valoir que :

- à titre principal, les conclusions indemnitaires sont irrecevables faute pour les sociétés requérantes d'avoir respecté les règles fixées à l'article 3.8 du CCAP du marché ;
- à titre subsidiaire, aucun des moyens de la requête n'est fondé.

Par ordonnance du 20 mars 2024, la clôture de l'instruction a été prononcée avec effet immédiat en application des articles R. 611-11-1 et R. 613-1 du code de justice administrative.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- l'arrêté du 8 septembre 2009 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux ;
- le code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de M. Banvillet, premier conseiller,
- les conclusions de M. Felsenheld, rapporteur public,
- les observations de Me Balique et Me Cabanes représentant les sociétés Vinci Construction Grands Projets, Bouygues Travaux Publics, Dodin Campenon Bernard et Demathieu Bard Construction,
- et les observations de Me K'Jan et Me Rameau représentant la région Réunion.

Une note en délibéré a été présentée par les sociétés Vinci Construction Grands Projets, Bouygues Travaux Publics, Dodin Campenon Bernard et Demathieu Bard Construction le 10 décembre 2024.

Considérant ce qui suit :

1. La région Réunion a engagé le projet de « Nouvelle Route du Littoral » et décidé de la construction d'une infrastructure routière de 12,5 kilomètres entre l'entrée ouest de la commune de Saint-Denis et la commune de La Possession composée de tronçons de digues et de deux viaducs de 5 400 mètres et de 240 mètres. Par acte d'engagement du 28 octobre 2013, la région Réunion a confié au groupement solidaire composé de la société Vinci Construction Grands Projets, la société Bouygues Travaux Publics, la société Dodin Campenon Bernard et la société Demathieu Bard Construction la réalisation du marché n° MT3 portant sur la réalisation d'un viaduc de 5 400 mètres entre la Grande Chaloupe et Saint-Denis pour un montant de 715 690 332,87 euros toutes taxes comprises. Le 25 mars 2021, le groupement a adressé à la région Réunion un mémoire en réclamation dit « T » portant sur l'indemnisation, pour une somme totale de 2 745 441,99 euros hors taxes, des quantités mises en œuvre pour l'aménagement des fondations des piles et culées du viaduc de la nouvelle route du littoral. Par la présente requête, les sociétés requérantes demandent la condamnation de la région Réunion à leur verser cette somme augmentée des intérêts moratoires à compter du 25 mars 2021.

Sur la rémunération des métrés réalisés :

2. D'une part, aux termes de l'article de l'article 13.2.2 du cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable au marché : « *Le maître d'œuvre notifie par ordre de service au titulaire l'état d'acompte mensuel et propose au représentant du pouvoir adjudicateur de régler les sommes qu'il admet. Cette notification intervient dans les sept jours à compter de la date de réception de la demande de paiement mensuelle du titulaire. / Si cette notification n'intervient pas dans un délai de sept jours à compter de la réception de la demande du titulaire, celui-ci en informe le représentant du pouvoir adjudicateur qui procède au paiement sur la base des sommes qu'il admet. / En cas de contestation sur le montant de l'acompte, le représentant du pouvoir adjudicateur règle les sommes admises par le maître d'œuvre. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire. (...)* » Aux termes de l'article 29. 1. de ce même cahier relatif aux documents fournis par le titulaire : / 29. 1. 1. *Le titulaire établit, d'après les documents particuliers du marché, notamment d'après les éléments de définition du projet, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calculs, études de détail. / (...) / 29. 1. 3. Les plans, notes de calculs, études de détail et autres documents établis par les soins ou à la diligence du titulaire sont soumis au visa du maître d'œuvre, celui-ci pouvant demander également la présentation des avant-métrés. La délivrance ne dégage pas le titulaire de sa propre responsabilité. / 29. 1. 4. Le titulaire fournit au maître d'œuvre l'ensemble des documents nécessaires à l'exécution du ou des ouvrages qu'il doit réaliser. / Tous ces documents sont datés, identifiés et authentifiés par le titulaire ou par son représentant au sens de l'article 3. 1. / S'ils sont transmis sous forme électronique, tous ces documents doivent être sécurisés, identifiables et interopérables avec les logiciels spécifiés dans le marché ».*

3. D'autre part, aux termes de l'article 3.3.1 du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) du marché relatif au « contenu des prix unitaires et/ou forfaitaires » : « *Les prix du marché sont établis en euros, hors les taxes sur la valeur ajoutée, en tenant compte : / (...) / C / - de l'exécution et entretien de tous les ouvrages provisoires et déviation provisoires nécessaires, en phases intermédiaires, à la réalisation des travaux prévus au marché,*

même s'ils ne sont pas explicitement désignés dans les prix (...) ». En outre, selon l'avertissement porté en préambule du bordereau de prix du marché : « Les prestations incluses dans la description des prix n'ont pas de caractère limitatif. En aucun cas, ce détail des prestations, ainsi que d'éventuelles imprécisions ou omission, ne sauraient faire obstacle à l'application stricte de l'article 3.3.1 du CCAP. / (...) / Les prix sont réputés comprendre toutes les sujétions d'exécution et notamment celles indiquées aux CCAP et au CCTP. / Les travaux sont payés sur la base des quantités métrés sur les plans d'exécution visés par le maître d'œuvre. / Les quantités liées à des dispositions provisoires pour les besoins des travaux ne sont pas rémunérées par les prix unitaires (coffrage, béton, armature, précontrainte) mais sont incluses dans les prix forfaitaires d'utilisation de matériel ».

En ce qui concerne la rémunération des métrés d'assise sur lit granulaire :

4. Il ne résulte pas de l'instruction, et en particulier du seul renvoi à un extrait de la note ROBS88 établie en réponse à l'avis du maître d'œuvre sur les plans de terrassement, que la quantité supplémentaire d'assise granulaire mise en œuvre pour les piles P05, P09, PF18, PC35 et P39 en raison du pré-terrassement des piles vibro-flottées répondait au souci de réaliser des travaux de terrassement dans les règles de l'art. Dans ces conditions, et alors que les sociétés requérantes n'apportent pas la moindre critique des considérations techniques avancées en défense par le maître d'ouvrage pour justifier l'absence de prise en compte des métrés aujourd'hui en litige, la demande de rémunération complémentaire présentée à ce titre ne peut qu'être rejetée.

En ce qui concerne la rémunération du ferrailage, du coffrage et du bétonnage :

Quant aux métrés de béton mis en œuvre pour la semelle :

5. Les sociétés requérantes soutiennent que c'est à tort que le maître d'œuvre n'a pas pris en compte la surface de coffrage et le volume de béton des bossages destinés à la mise en place des appareils de levage des embases ou « *pile positioning system* » (PPS) des semelles alors qu'il avait pourtant validé les plans sans observation. Il résulte toutefois de l'instruction, et notamment, des observations portées dans la note de VISA n°3/06989 du 29 août 2016 établie par la société Egis, que les bossages d'appui des PPS, dont la région indique sans être contestée qu'il s'agit de dispositions provisoires au sens et pour l'application des stipulations précitées de l'article 3.3.1 du CCAP, « *relèvent de la méthodologie de pose des embases* » et que « *Les quantités liées à la réalisation de ces bossages ne seront pas comptabilisées dans la rémunération* ». Dans ces conditions, en l'absence de critique pertinente et documentée de ces observations, les sociétés Vinci Construction Grands Projets, Bouygues Travaux Publics, Dodin Campenon Bernard et Demathieu Bard Construction ne sont pas fondées à demander une quelconque rémunération complémentaire à ce titre.

Quant aux métrés mis en œuvre pour les fûts de pile :

6. Les requérantes font valoir que, pour le parement simple des fûts de pile, « l'écart provient de la surface de parement prise en compte pour la réservation de poutres, du fond de moule et des nervures en sous-face, surfaces non retenues par le Maître d'Œuvre ». Toutefois, alors, d'une part, que le maître d'œuvre a relevé dans ses observations portées dans la note de VISA n°3/06989 du 29 août 2016, que les reprises de bétonnage et joints relèvent de la méthodologie de l'entreprise et ne seront pas comptabilisés comme surface de coffrage et, d'autre

part, que la région considère, selon les mentions non contestées de son mémoire en défense, que les surfaces correspondant aux réservations pour les poteaux n'ont, dans la mesure où ceux-ci ont pour unique but de soutenir la tête de pile, qu'une fonction en phase provisoire au sens de l'article 3.3.1 du CCAP, les requérantes n'établissent pas que la position ainsi arrêtée présenterait un caractère erroné. Les sociétés Vinci Construction Grands Projets, Bouygues Travaux Publics, Dodin Campenon Bernard et Demathieu Bard Construction ne sont, par suite, pas fondées à demander la rémunération complémentaire de mètres au titre du « coffrage parement simple pile ».

Quant aux mètres de coffrage mis en œuvre pour le clavage :

7. Si les requérantes soutiennent que « l'écart sur les surfaces de coffrage simple du joint et clavage provient de la non prise en compte par le maître d'œuvre des poteaux intérieurs », elles n'apportent aucun argument ni aucun élément technique susceptible d'établir le caractère erroné d'une telle position du maître d'œuvre. Dans ces conditions, elles ne sont pas fondées à demander l'indemnisation de quantités de mètres supplémentaires à ce titre.

Quant aux mètres mis en œuvre pour les chevêtres :

8. Pour demander une rémunération complémentaire de mètres sur les quantités de béton et d'acier mises en œuvre pour les piles aux prix 55105.02V et 55108.02V du bordereau des prix, les sociétés Vinci Construction Grands Projets, Bouygues Travaux Publics, Dodin Campenon Bernard et Demathieu Bard Construction soutiennent que les écarts constatés proviennent de la non-prise en compte par le maître d'œuvre, en dépit du visa sans observations de ses plans d'exécution des plans d'exécution de coffrage, des prédalles et poutres intérieures nécessaires à la préfabrication du chevêtre. La région soutient toutefois sans être contestée que ces éléments ne remplissent qu'une fonction de support de coffrage en phase provisoire et ne participent aucunement à la solidité de l'ouvrage définitif. Dans ces conditions, en l'absence de toute critique des requérantes avant l'intervention de la clôture de l'instruction, les demandes indemnitaires qu'elles présentent à ce titre ne peuvent qu'être rejetées.

Quant aux mètres mis en œuvre pour la réalisation des culées :

9. En se bornant, sans autres précisions ni explications techniques, à renvoyer à la fiche de retour d'observation n° 3/21853 établie le 17 avril 2018, laquelle ne constitue au demeurant pas la pièce justificative n° 11 annexée au mémoire en réclamation adressé le 25 mars 2021 à la région Réunion, les sociétés requérantes ne justifient nullement les écarts sur les quantités de béton et de parement simple de culée dont elles demandent la rémunération.

Sur l'indemnisation des difficultés d'exécution du marché :

10. Dans le cadre d'un marché conclu à prix unitaire, le titulaire a droit à être indemnisé des sujétions imprévues correspondant à des difficultés matérielles rencontrées lors de l'exécution d'un marché, lorsqu'elles présentent un caractère exceptionnel, imprévisible lors de la conclusion du contrat et dont la cause est extérieure aux parties. Par ailleurs, lorsque l'entreprise titulaire est confrontée à des difficultés dans l'exécution du marché, elle peut également être indemnisée des préjudices en résultant si ces difficultés sont imputables à une faute de la personne publique commise notamment dans l'exercice de ses pouvoirs de contrôle et de direction du marché, dans

l'estimation de ses besoins, dans la conception même du marché ou dans sa mise en œuvre, en particulier dans le cas où plusieurs cocontractants participent à la réalisation de travaux publics.

11. Pour demander la rémunération de mètres supplémentaires au prix unitaire 55108.03V « Acier HA pour tablier », les sociétés requérantes font valoir qu'en raison de la mise à disposition tardive des emprises de la digue D2, elles ont été contraintes d'adapter leur méthode de stockage des voussoirs, initialement envisagée sur deux niveaux, sur un niveau supplémentaire. Les intéressées font valoir que cette modification du stockage sur trois niveaux les a contraintes à procéder au renfort du ferrailage des voussoirs du premier niveau pour supporter la contrainte de charge des deux niveaux supérieurs. Il ne résulte toutefois pas de l'instruction que la mise à disposition tardive d'un espace de stockage sur les emprises de la digue D2 trouverait, comme le soutiennent les requérantes sans plus de précisions, son origine dans « un défaut de coordination » imputable au maître d'ouvrage. Par suite, et alors que l'acier mis en œuvre dans les voussoirs relève de dispositions provisoires au sens et pour l'application de l'article 3.3.3 du CCAP, les conclusions indemnitaires qu'elles présentent à ce titre doivent, dès lors, être rejetées.

12. Il résulte de tout ce qui précède et sans qu'il soit besoin de se prononcer sur l'application de l'article 3.8 du CCAP du marché que les conclusions des sociétés Vinci Construction Grands Projets, Bouygues Travaux Publics, Dodin Campenon Bernard et Demathieu Bard Construction tendant à la condamnation de la région Réunion à leur verser la somme de 2 745 441,99 hors taxes assortie des intérêts moratoires ne peuvent qu'être rejetées.

Sur les frais du litige :

13. Les dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative font obstacle à ce que soit mis à la charge de la région Réunion, qui n'est pas la partie perdante, le versement la société Vinci Construction Grands Projets, la société Bouygues Travaux Publics, la société Dodin Campenon Bernard et la société Demathieu Bard Construction d'une somme au titre des frais exposés par elles et non compris dans les dépens. Il y a lieu, en revanche, de faire application de ces dispositions et de mettre à la charge de la société Vinci Construction Grands Projets une somme de 2 500 euros au titre des frais exposés par la région Réunion et non compris dans les dépens.

D E C I D E :

Article 1^{er} : La requête des sociétés Vinci Construction Grands Projets, Bouygues Travaux Publics, Dodin Campenon Bernard et Demathieu Bard Construction est rejetée.

Article 2 : La société Vinci Construction Grands Projets versera à la région Réunion une somme de 2 500 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Article 3 : Le présent jugement sera notifié à la société Vinci Construction Grands Projets, à la société Bouygues Travaux Publics, à la société Dodin Campenon Bernard, à la société Demathieu Bard Construction et à la région Réunion.

Délibéré après l'audience du 26 novembre 2024, à laquelle siégeaient :

Mme Khater, présidente,
M. Banvillet, premier conseiller,
M. Lassaux, premier conseiller.

Rendu public par mise à disposition au greffe du tribunal le 28 janvier 2025.

Le rapporteur,

La présidente,

M. BANVILLET

A. KHATER

La greffière,

C. JUSSY

La République mande et ordonne au préfet de La Réunion en ce qui le concerne ou à tous commissaires de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition conforme,
P/la greffière en chef
La greffière,

C. JUSSY